COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

Séance du 14 février 2014
(convocation du 3 février 2014)

Aujourd'hui Vendredi Quatorze Février Deux Mil Quatorze à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. PUJOL Patrick, M. ROSSIGNOL PUECH Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE FRANÇOIS Béatrice, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MADRELLE Nicolas, M. SOUBABERE Pierre, Mme TERRAZA Brigitte, M. VERNEJOUL Michel, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, Mme BALLOT Chantal, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, M. EGRON Jean-François, Mlle EL KHADIR Samira, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LIMOUZIN Michèle, M. LOTHAIRE Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MILLET Thierry, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, Mme PIAZZA Arielle, M. POIGNONEC Michel, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUVEYRE Matthieu, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. DAVID Alain à Mme LIMOUZIN Michèle à partir de 11 h 30
M. DUPRAT Christophe à M. GAUTE Jean-Michel à partir de 12 h 20
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. QUERON Robert à partir de 10 h 55
M. JUPPE Alain à M. DUCHENE Michel à partir de 12 h 00
M. LAMAISON Serge à Mme BALLOT Chantal jusqu'à 9 H 55
M. SAINTE-MARIE Michel à M. ANZIANI Alain à partir de 11 H 10
M. SOUBIRAN Claude à M. GAUZERE Jean-Marc à partir de 12 H 20
M. BONNIN Jean-Jacques à Mme BONNEFOY Christine
M. BOUSQUET Ludovic à Mme BREZILLON Anne
M. BRUGERE Nicolas à M. DUPOUY Alain jusqu'à 10 H 10
Mme CAZALET Anne-Marie à M. MOGA Alain
Mme COLLET Brigitte à M. SOLARI Joël à partir de 12 H 20
M. DAVID Jean-Louis à M. GARNIER Jean-Paul à partir de 11 h 25
Mme DELATTRE Nathalie à M. DUCASSOU Dominique à partir de 12 H 05
M. DELAUX Stephan à M. DAVID Yohan à partir de 12 h 20

Mlle DELTIMPLE Nathalie à M. BENOIT Jean-Jacques à partir de 11 H 05
M. EGRON Jean-François à Mme FAORO Michèle à partir de 10 H 50
Mlle EL KHADIR Samira à M. DUBOS Gérard jusqu'à 10 H 30
M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. MOULINIER Maxime jusqu'à 10 H 35
M. GUYOMARC'H Jean-Pierre à Mme LIRE Marie-Françoise
M. JOANDET Franck à M. ROSSIGNOL PUECH Clément à partir de 11 H 40
M. JOUBERT Jacques à Mme CHAVIGNER Michèle
Mme LAURENT Wanda à Mme PIAZZA Arielle
M. PAILLART Vincent à M. AMBRY Stéphane
Mme PARCELIER Muriel à M. BRON Jean-Charles
M. PEREZ Jean-Michel à Mme DIEZ Martine jusqu'à 10 H 15
M. RAYNAUD Jacques à M. MERCIER Michel
M. REIFFERS Josy à Mme WALRYCK Anne
M. RESPAUD Jacques à M. ROUVEYRE Matthieu jusqu'à 10 H 15
Mme SAINT-ORICE Nicole à M. SIBE Maxime

EXCUSES :

M. ASSERAY Bruno

LA SEANCE EST OUVERTE

**Mise en place d'un dispositif de médiation
dans les squats pour des populations issues de la communauté rom
Subvention de fonctionnement - Décision**

Madame FAYET présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Le développement sur le territoire communautaire de squats par des populations issues de la communauté rom a conduit à la mise en place d'une équipe MOUS en 2009. Depuis le début des actions, la MOUS s'est construite sur des objectifs partagés par les partenaires institutionnels dont l'objectif premier restait la proposition d'un accompagnement social et professionnel des personnes montrant des capacités d'intégration dans la société française par l'emploi légal.

La parution de la circulaire du 24/08/2012 est venue confirmer les grands axes de travail engagés sur le territoire tout en renforçant ces derniers.

Ainsi, en 2013, sur la phase 4 de la MOUS, il a été observé une augmentation très importante du nombre de diagnostics mais aussi du nombre de personnes accompagnées (+ 300% : de 30 à 100 situations en accompagnement simultané).

La MOUS a pris en 2013 un nouveau tournant, l'Etat privilégiant désormais l'accès au logement sur l'accès à l'emploi. L'accompagnement vers et dans le logement de droit commun de ces familles a pris qualitativement et quantitativement le pas sur l'accompagnement vers l'emploi.

Exposé des motifs

Dès le bilan de la MOUS phase 2 (juillet 2011), le COS a noté la pertinence d'un accompagnement plus permanent des publics roms notamment pour ceux qui n'étaient pas intégrés dans la MOUS mais restaient dans les squats.

Face à ce besoin et au nombre de personnes présentes sur le squat de l'avenue Thiers, rues de la Faïencerie, Bourbon, etc..., à cette date, la ville de Bordeaux s'est dotée de 2 médiateurs en 2011.

La pertinence de ce travail de terrain a été vérifiée dans la gestion du squat Thiers (pour mémoire un protocole de gestion a été signé entre la ville et la Cub) et le bilan 2012 de la

MOUS a préconisé la mise en place d'une action de médiation à l'échelle de la CUB pour faire face aux problèmes posés par le squat de Floirac à l'époque et le début d'essaimage de squats sur différentes communes de la CUB.

Avec la fermeture de plusieurs squats de taille importante dont les sites de l'avenue Thiers à Bordeaux et des rues Lerein et Gaston Cabannes à Floirac à l'été 2013, on assiste à la formation de nouveaux squats notamment sur des communes peu investies jusqu'à maintenant, telles que Bassens, Cenon, Pessac, Ambares et à la multiplication de petits sites sur des communes comme Bègles.

La Communauté Urbaine bien que ne participant plus financièrement au fonctionnement de la MOUS continue à jouer un rôle important dans ce dispositif en mettant à disposition du COS et de la Ville de Bordeaux, des biens pour le logement temporaire des familles accompagnées. Leur nombre a aujourd'hui été porté à 13.

Pour autant les familles ou personnes isolées n'ayant pas satisfait aux critères d'entrée dans la MOUS restent en place ou s'installent dans de nouveaux squats sur le territoire communautaire, générant des tensions et des incompréhensions vis à vis du dispositif MOUS notamment.

Au 1^{er} novembre 2013, 8 communes étaient concernées par des occupations illégales de biens communautaires par des personnes issues de la communauté rom et non suivies par la MOUS.

Pour accompagner au mieux, voire pour prévenir, le phénomène d'essaimage des squats, la Cub propose la mise en place d'une fonction de médiation en charge de coordonner les acteurs impliqués dans la gestion des squats occupés par des populations bulgares et roumaines.

Cette fonction ne s'apparente pas à une fonction de travail social, le médiateur n'étant pas en charge de l'accompagnement des familles dans leurs démarches ou difficultés quotidiennes.

Cette fonction de médiation pourra être confiée au COS ou à une autre association

Articulation générale de cette médiation à l'échelle communautaire

L'association devra être attentive à ce que la fonction de médiation s'articule avec l'ensemble des dispositifs sociaux du territoire (CCAS, MDSI, éducation nationale...) d'une part et, d'autre part, avec le dispositif MOUS, piloté par l'Etat qui est un dispositif d'accompagnement dédié aux personnes sorties des squats et disposant d'une autorisation d'intégration de la MOUS.

De plus, cette fonction devra pouvoir trouver sa place dans les dispositifs de médiation existants dans les communes, qu'ils soient rattachés à la population concernée (Bordeaux) ou développés vers d'autres publics.

Territoire d'intervention

Les besoins de médiation sont susceptibles de surgir sur l'ensemble du territoire communautaire.

L'intervention porte sur des occupations illégales de biens communautaires et communaux, voire institutionnels (RFF,...)

Le médiateur de l'association n'est pas légitime à intervenir dans des propriétés privées.

Modalités d'intervention

Le médiateur n'interviendra sur un squat qu' après autorisation du propriétaire du bien occupé.

La demande d'intervention est déclenchée dès lors que le squat impacte les relations de voisinage ou soulève des questions d' hygiène, de salubrité ou de sécurité des personnes et des biens (déchets ménagers, accès à l'eau, risque incendie, etc...).

Objectifs généraux de la médiation

La fonction de médiation vise principalement à :

- avoir une connaissance de la situation globale des squats sur l'agglomération bordelaise et plus particulièrement de la « vie sociale sur site »
- accompagner les services de la Cub et ceux des communes, dans la gestion du quotidien, les situations de crises potentielles et de conflits divers
- travailler le lien entre le squat et son environnement social et institutionnel

Le médiateur ne remplace pas les travailleurs sociaux du COS intervenant dans le cadre de la MOUS, notamment dans leur accompagnement des familles hébergées dans les maisons Cub.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames et Messieurs de bien vouloir, si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU le code des collectivités territoriales,

VU la délibération communautaire n° 2001-1186 du 14/12/2001 approuvant le PLH,

VU la délibération communautaire n° 2003-0133 du 28/02/2003 adoptant l'avenant PLH,

VU la délibération communautaire n° 2007-0545 du 13/07/2007 approuvant la modification du PLH,

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT QUE les missions de médiation en faveur des populations roms sont de nature à faciliter la prévention et la gestion des squats et participe à l'atteinte des objectifs du PLH de la CUB en matière de résorption de l'habitat précaire,

DECIDE

Article 1 :

De financer une fonction de médiation pour l'accompagnement des populations roms et de confier cette mission à une association locale assurant des fonctions d'accompagnement social.

Article 2 :

De limiter à 67 000 euros le montant maximum de la subvention qui sera versée.

Article 3 :

D'autoriser Monsieur le Président à poursuivre le dialogue avec les associations locales aux fins de désignation d'une structure.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.
avec amendement de M. le Président en séance adopté à l'unanimité
Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 14 février 2014,

Pour expédition conforme,
par délégation,
la Vice-Présidente,

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
27 FÉVRIER 2014**

PUBLIÉ LE : 27 FÉVRIER 2014

Mme. VÉRONIQUE FAYET